

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la politique du gouvernement en faveur de la culture, de l'enseignement et de la recherche, à Paris le 19 janvier 2011.

Mesdames et Messieurs,

En pensant à ce que j'allais vous dire, j'ai eu comme un vertige, parce que je me suis dit, au fond, présenter les vœux de la République au monde de la connaissance, de la culture, à la recherche, à l'université, aux enseignants, comment peut-on faire pour leur dire, à un monde qui représente cette diversité, des choses fortes, adaptées à la situation alors qu'ils seront debout, dans ce lieu magnifique. Comment être à la hauteur de la difficulté et des attentes ? Au fond, je crois que la seule façon de sortir de la difficulté, c'est de choisir un axe. Je vais vous parler très franchement. Je vais essayer d'avoir le discours le moins convenu possible et, au fond, je me demande si la meilleure chose, ce n'est pas que je vous parle très librement en m'éloignant quelque peu du magnifique discours qui m'a été préparé.

D'abord, je crois que votre monde, pour divers qu'il soit, représente une famille. Vous avez tous une responsabilité, celle qui consiste à transmettre des savoirs, une culture, une émotion, un enseignement. Ce point-là vous caractérise. Qui que vous soyez, de l'enseignant du primaire au créateur le plus reconnu, la question qui se pose, c'est celle de la transmission. Comment transmettre sans trahir ? Comment transmettre en étant fidèle et, en même temps, en préparant l'avenir ?

Il se trouve que la France a une spécificité. Les questions de culture, au sens général, dans notre pays, y sont prises beaucoup plus au sérieux qu'ailleurs, et rien de ce qui touche la culture, l'enseignement, la recherche dans notre pays, ne peut se faire sans que l'Etat s'y investisse, sans qu'il y intervienne. C'est une spécificité française. On dit même qu'en France, les créateurs, les artistes, doivent être protégés au plus haut niveau, qu'ils ne le soient pas simplement par leurs ministres, ce qui est naturel, mais par le Président de la République. Ce lien là, fait de passions, parfois avec des polémiques ou des oppositions, ce lien là n'est contesté au fond par personne. Il y a un lien singulier entre celui que les Français ou celle que les Français choisissent pour cinq ans et le monde qui est le vôtre. Ce lien peut être fait, encore une fois, de consensus ou d'opposition, mais le lien existe. C'est incontournable, c'est une réalité dans notre pays.

A partir de ce moment là, le monde a connu depuis 2008 la crise la plus forte depuis un siècle. Tout a manqué de peu de s'écrouler. Je disais tout à l'heure à quelques dirigeants de grandes institutions culturelles qu'en quelques semaines, les recettes fiscales de la France se sont effondrées. Nous avons, l'année 2009, perdu 25% de nos recettes. Et pourtant, il me semble que la France, la réponse de la France à la crise, c'est de continuer à investir dans la culture, dans la recherche, dans l'éducation, dans les universités. Il n'eut pas été illogique, et certains pays l'ont fait, de faire d'autres choix. Notre choix est celui-ci : dans le domaine de la culture proprement dit, nous allons multiplier les initiatives, les propositions, les innovations. Après le Centre Beaubourg à Metz, 600 000 visiteurs, succès considérable, nous avons posé la première pierre du Louvre, à Lens. Marseille, chez Renaud MUSELIER, verra le début des travaux du musée de la Méditerranée dont je souhaite que, d'une manière ou d'une autre, vous puissiez y associer le souvenir de BRAUDEL. La réponse française à la crise, c'est de continuer d'investir massivement dans la culture. Nous sommes ici dans ce lieu magnifique. Je veux en remercier le

...ment dans le centre, nous sommes ici dans ce lieu magnifique et tout en remerciant le Président CLUZEL. Avec Frédéric MITTERRAND, nous lui donnerons les moyens de terminer enfin ce chantier. Je voudrais qu'on rompe avec cette tragédie française qui fait que pour financer un chantier que l'on considère comme prioritaire, on met, quand on va très vite, 25 ans et plus quand on va à la vitesse normale. Comment peut-on s'enorgueillir d'avoir un tel lieu en plein Paris et dire qu'on ne trouve pas les financements pour permettre la valorisation de ce lieu ? La réponse française à la crise doit être dans la multiplication des réponses culturelles. D'ailleurs, dans notre pays où il y a tant de façons de pointer du doigt ce qui ne va pas, c'est exceptionnel de voir les Français se précipiter à l'exposition magnifique de MONET, près d'un million de visiteurs. C'est exceptionnel de voir un film comme « Des hommes et des Dieux » plébiscité par le public. C'est exceptionnel de voir combien, en quelques mois, la ville de Metz traumatisée par les restructurations militaires, s'est appropriée Beaubourg-Metz, en a fait un élément de son identité, en est fière, et aujourd'hui, vous parlez à un Lorrain de Beaubourg-Metz, mais vous avez l'impression que Beaubourg-Metz est là depuis des décennies, c'est une fierté de la ville, c'est la France.

Je soutiens les travaux de rénovation du musée Picasso, les initiatives, je l'ai dit, du Louvre-Lens et de Marseille, mais je crois qu'il faut que nous ayons bien conscience que votre monde représente, au même titre que l'aérospatiale, que l'aéronautique, que les salles blanches, que la technologie la plus avancée, l'avenir de notre pays. J'ai donc indiqué au ministre de la Culture, avec le soutien du ministre du Budget, que cette année encore, il n'y aura aucun gel sur le budget du ministère de la Culture. Aucun gel.

Alors à partir de ce moment-là, naturellement, nous devons nous poser deux questions. Comment vos institutions peuvent-elles se rapprocher le plus du public ? Et je voudrais féliciter les dirigeants de Beaubourg pour leur musée itinérant, c'est une initiative de grande ampleur. Si le public ne vient pas à vous, vous devez aller le chercher. Je voudrais remercier également Luc CHATEL et Frédéric MITTERRAND de l'idée ciné-lycée. Il y a 4 500 lycées en France. Je crois à l'intelligence des exploitants de salles de cinéma : mettre à la disposition des lycéens des chefs-d'oeuvre du patrimoine cinématographique mondial, ce n'est pas faire une concurrence aux salles de cinéma, c'est au contraire éduquer le public de demain.

Il y a quelque chose d'un peu effrayant de voir qu'on a ce potentiel d'établissements scolaires et que la culture a tant de mal finalement ou, plutôt, repose sur le dévouement de tel ou tel enseignant qui, en plus de tout ce qu'il fait, doit s'arranger parfois pour lutter avec la rigidité des administrations centrales, pour amener les lycéens ou les collégiens, voir une exposition ou un film. Non, c'est la culture qui doit aller vers eux.

Je souhaite que, dès cette année à ciné-lycée, on ajoute ciné-exposition. Prenez l'exposition Monet, il y a 900 000 Français qui viennent la voir. Elle n'ira pas, pour des raisons qui tiennent notamment à la sécurité, en province. Est-ce que vous ne croyez pas que c'est notre devoir de filmer cette exposition et de la mettre à la disposition de tous les lycéens et de tous les collégiens de France ? Parce que jamais plus, en tout cas de notre vivant, on ne verra un tel rassemblement d'oeuvres.

Et à ceux qui dirigent des théâtres subventionnés, je voudrais dire, théâtres ou opéras, combien je serais heureux qu'à la fin des représentations données de votre spectacle, nous puissions négocier les droits d'auteurs et mettre à la disposition de l'ensemble des lycéens et des collégiens ce patrimoine formidable qui est le spectacle vivant aujourd'hui. On créera ainsi de futurs spectateurs pour l'opéra, de futurs spectateurs pour le théâtre, de futurs spectateurs pour le cinéma. Tout est une question d'éducation. Et l'éducation aussi, c'est l'habitude qu'on en a jeune : si on pratique le cinéma, si on pratique la musique, si on pratique le théâtre. Et je ne peux pas me satisfaire du fait que l'explosion des chaînes de télévision a comme résultat qu'on n'a plutôt un peu moins de théâtre aujourd'hui à la télévision qu'on en avait il y a trente ans, quels que soient par ailleurs les efforts, que je veux saluer, de France Télévisions, que je veux encourager. C'est la même chose pour l'opéra. La seule ligne, je le dis à Frédéric MITTERRAND, que je voudrais ne pas voir oubliée dans le budget de vos institutions, c'est la part qui doit être réservée au spectacle vivant. Tout ne peut pas être mangé, digéré par les seuls frais de la structure et les

seuls frais d'administration. Sans spectacle vivant, il n'y a pas de patrimoine de demain. Le patrimoine d'aujourd'hui que nous défendons, n'est rien d'autre que le spectacle vivant d'hier. Et le spectacle vivant d'aujourd'hui, n'est rien d'autre que le patrimoine qui sera le nôtre demain. Véritablement, je voudrais que vous le compreniez, je serai très engagé dans le soutien au ministre de la Culture, Frédéric MITTERRAND, pour tout ce qui est l'ambition de transmettre le patrimoine culturel d'hier ou le patrimoine culturel d'aujourd'hui. Cela sera notre réponse à la crise. Et de ce point de vue, je crois profondément que c'est notre devoir.

Deuxième remarque pour couvrir tout le spectre. Passant de la culture au numérique, qui sont liés pour vous, il y a eu beaucoup de malentendus, et c'est une affaire extrêmement difficile. C'est BEAUMARCHAIS, je crois, qui a inventé la notion de droit d'auteur et c'est la France qui a porté le droit d'auteur au niveau international. Vous, les artistes, vous, les créateurs, vous ne pouvez pas passer d'une époque où vous aviez à faire face aux caprices des princes qui vous protégeaient, qui vous subventionnaient, à un système où le progrès fantastique que représente l'économie du numérique qui met à la disposition de tous, à tout moment, toute la création, ce succès qui est incontestable, ce progrès qui est incontestable, se feraient au détriment de la protection du droit à la création et du droit d'auteur.

Je voudrais bien me faire comprendre. Le numérique, l'internet, cette société virtuelle met à la disposition de chacun la connaissance de tous. C'est un progrès, et il faudrait ne rien comprendre aux évolutions du monde pour contester que c'est un progrès. Mais cela ne peut pas se faire au seul détriment de la protection du droit à la création. On ne peut pas d'un côté consommer comme jamais des images, de la musique, des auteurs, de la création et ne pas assurer le respect du droit de propriété de celui qui a mis toute son émotion, tout son talent et toute sa créativité.

C'est un sujet qui est beaucoup plus important que le seul sujet économique, parce que le jour où il n'y a plus de création, et le jour où on ne rémunère plus la création, on tue la création.

Donc plutôt que de voir les choses en opposition, nous allons essayer avec les acteurs de l'internet, dont je salue le dynamisme, la créativité et dont je sais qu'ils ont le souci de la respectabilité, nous allons mettre sur la table une question centrale : celle de l'internet civilisé. Je ne dis même pas de l'internet régulé, je dis de l'internet civilisé. C'est l'intérêt de tout le monde. Sachez que pour le G8, sous présidence française, la veille du G8, je réunirai avec l'accord de mes collègues, et notamment du Président OBAMA, les grands intervenants de la société virtuelle dans chacun des pays du G8. Je souhaite d'ailleurs, Frédéric MITTERRAND, qu'avant le G20 à Cannes, il y ait un sommet des pays du G20 sur la question des droits d'auteur, pour que nous essayions d'avancer ensemble, pas les uns contre les autres, les uns avec les autres.

Je voudrais ensuite m'adresser aux enseignants qui font un métier extraordinairement difficile, peut-être plus difficile qu'il ne l'était il y a 50 ou 60 ans. Pourquoi ? Parce que, pour des raisons qui tenaient à l'histoire sociale et politique de notre pays, les enseignants de la première moitié du XXe siècle, n'éduquaient qu'une partie d'une classe d'âge. Aujourd'hui les enseignants, les maîtres doivent éduquer, et c'est un progrès, toute une classe d'âge. Beaucoup plus diverse, donc beaucoup plus difficile.

La question de la place des enseignants dans notre société, de leur formation, cher Luc CHATEL, et de leur rémunération, est centrale. Pas pour ce gouvernement, pas pour la droite, pas pour la gauche, pas pour la majorité ou l'opposition, elle est centrale.

Comment voulez-vous que nous ayons un système satisfaisant quand si peu d'enfants dans une classe se disent, en regardant leur maître : « j'aimerais un jour être à sa place ». Pardon de poser la question avec une telle franchise, mais elle se pose quand même ! Le maître d'école d'autrefois, - n'ayons pas une nostalgie qui serait déplacée, et sans doute trop facile -, mais dans l'autorité « naturelle » qui était la sienne, il y avait quand même le fait que tant d'enfants dans sa classe se disaient : « la réussite, un jour, cela sera de faire comme lui, d'être moi aussi sur l'estrade et de dispenser un savoir ».

La question est incontournable, elle va bien au-delà de la technique. Et je voudrais, présentant mes vœux aux organisations syndicales, à celles qui sont là comme à celles qui ne sont pas là - ce qui est parfaitement leur droit, d'ailleurs- leur dire qu'il nous revient maintenant de réfléchir

autrement. Non plus en termes de quantité, mais en termes de qualité.

J'ai voulu la « masterisation » de la formation des enseignants. Je sais que cela a provoqué débats, polémiques. D'ailleurs, qu'est-ce qui ne provoque pas débats et polémiques ? Mon idée était la suivante, et je remercie Luc CHATEL de l'avoir mis en oeuvre : avec une année de formation universitaire en plus, nous pouvions, à la suite de ce qu'a très bien fait Xavier DARCOS, augmenter la rémunération des professeurs.

Je pense, vois-tu Luc, qu'il faut que nous remettons sur le chantier certains éléments de cette formation. Passer des IUFM à l'université, passer d'un niveau licence à un niveau master, ne suffit pas. Il y a notamment toute la question de la formation pratique. Je pense qu'il ne faut pas avoir peur de reconnaître que l'on doit améliorer en permanence notre système. Et je vous le dis, mon souci au fond, c'est de mettre devant nos enfants des professeurs mieux formés, connaissant mieux leurs matières et mieux préparés à l'enseignement d'une classe d'âge, tellement diverse et parfois si difficile.

Avec la question centrale du niveau de rémunération. Il n'y a pas de tabou. Depuis 2007, j'ai veillé, avec les deux ministres de l'Education successifs, Xavier DARCOS et Luc CHATEL, à ce que la rémunération de nos professeurs soient considérablement augmentée : un milliard d'euros de plus par an. Mais c'est le chantier de l'avenir. Le chantier de l'avenir, ce n'est pas celui du nombre, même si ce que je dis n'est pas consensuel. Il faut quand même que vous sachiez une chose : depuis le début des années 90, il y a 600 000 enfants de moins et il y a 45 000 enseignants de plus. La réponse ne peut pas être celle uniquement du niveau des effectifs. La réponse, c'est celle de la qualité de formation et de la qualité de rémunération.

Je porterai ce débat, pour difficile qu'il soit, parce qu'il est central. Tout le monde se passionne pour les programmes, et je voudrais dire combien je soutiens l'initiative remarquable de Luc CHATEL sur l'introduction de la philosophie au lycée. Je souhaite qu'elle se développe, après tout, c'est peut-être notre réponse à ce qu'appelait de ses vœux Edgar MORIN, avec la politique de civilisation.

Mais aussi passionnante que soit la question des programmes et des enseignements, on ne pourra réussir la mission éducative de la France qu'en parlant davantage de la formation des enseignants et de leur rémunération, avec un objectif, l'objectif de l'excellence. La France doit se réconcilier avec l'objectif de l'excellence. L'objectif républicain, c'est celui d'attirer tout le monde vers le haut, ce n'est pas d'abaisser le niveau pour que chacun puisse avoir la moyenne. Ce sont des sujets considérables, et je m'opposerai à toute diminution du niveau. S'il faut que tel ou tel enfant, sujet tabou, mette plus de temps pour arriver au niveau, je préfère qu'il mette plus de temps qu'un autre et qu'il arrive au même niveau d'excellence que les autres, plutôt que de laisser à penser à chacun que ce qu'il compte c'est de passer, de franchir l'épreuve et que pour franchir l'épreuve, on baisse la barre. Non, cela n'est pas la République. La République, elle est dans l'excellence, elle n'est pas dans l'abaissement du niveau.

Je voudrais en terminant, parce que je ne veux pas abuser de votre patience, dire un mot des universités et du monde de la recherche, en remerciant Valérie PECRESSE. Je suis engagé dans la vie politique depuis bien longtemps et je n'ai jamais vu un programme de gauche ou de droite qui ne commençait pas par le mot autonomie. Le mot dégainé était immédiatement rengainé à la première manifestation d'opposition. Vous ne pouvez pas imaginer ce que cela représente pour moi, comme Président de la République, le fait que 90% de nos universités aujourd'hui, sur la base du volontariat, sont devenues autonomes.

Je voudrais dire à nos compatriotes : regardez la capacité du monde universitaire à se réformer, à s'approprier l'autonomie, à multiplier les projets et regardez cela comme une preuve d'optimisme extraordinaire, sans drame.

Je demande à la ministre, en la remerciant une nouvelle fois, de poursuivre le chemin de l'autonomie. Il ne faut pas s'arrêter. Est-ce que les personnalités qualifiées doivent ou non pouvoir voter pour le président des universités ? Ma réponse est oui. Est-ce que l'on doit tenir compte de la performance dans les financements ? Ma réponse est oui. Continuez à avancer. Il n'y a pas de raison que les Français, lorsqu'ils rêvent aux universités de leurs enfants, rêvent Etats-Unis, rêvent Espagne, rêvent Grande-Bretagne et ne rêvent pas France. Je suis très heureux quand des

revient Espagne, revient Grande Bretagne et ne revient pas à Paris. Ce sont des millions quand des jeunes étudiants français partent étudier à l'étranger, mais je voudrais qu'ils partent pour de bonnes raisons, pas pour des mauvaises, pas parce qu'ils se disent en France, ce n'est pas possible. Naturellement, revenant à Luc CHATEL, si cela marche pour les universités, mais cela doit marcher aussi pour nos établissements, les lycées. Et si dans notre pays on faisait confiance aux enseignants, en leur laissant un peu d'autonomie ? Je suivrai très personnellement, Luc, l'expérience de recrutement d'une équipe pédagogique dans les quartiers les plus difficiles. Parce que, comment bien enseigner si l'on n'est pas volontaire pour enseigner ? Comment bien enseigner, si simplement on se retrouve dans un établissement difficile parce que l'on est le plus jeune, dans le grade le plus bas ? Est-ce que c'est raisonnable de continuer comme cela ? Est-ce que transcendant nos divisions idéologiques, politiques, on ne peut pas se tourner vers l'avenir ? Enfin, je voudrais terminer en parlant de deux petites polémiques, en disant d'abord que dans le monde qui est le vôtre, dans la famille qui est la vôtre, je trouve au fond que c'est plutôt une bonne nouvelle pour la France d'être capable de s'enthousiasmer pour des sujets qui, ailleurs, passeraient profondément inaperçus. Et je voudrais dire que sur la question de la Maison de l'Histoire, cher Frédéric, faut-il que l'on aime l'histoire dans notre pays pour avoir assisté à ce foisonnement de tribunes passionnées et souvent passionnantes. Faut-il une Maison de l'Histoire ? Y a-t-il un risque d'histoire officielle ? Y a-t-il un risque de récupération ou d'histoire pour les uns ou pour les autres ? Moi, je trouve cela plutôt sain qu'il y ait ce débat. Je félicite Frédéric MITTERRAND d'avoir mis en place le Conseil scientifique. Je suis persuadé que tout ceci appartient au passé, et que, désormais, nous n'aurons tous qu'une seule ambition : donner au plus grand nombre de nos concitoyens, et notamment aux plus jeunes, l'amour et la passion de l'histoire. En tout cas pour moi, c'est le seul objectif que je poursuis. Je suis fasciné de voir que, dès que la télévision fait une émission qui a un rapport avec l'histoire, les téléspectateurs sont au rendez-vous. Je trouve que l'on aura gagné le jour où vous vous serez appropriés cette Maison de l'Histoire. Qu'elle vive avec le plus d'ambition possible.

Et puis, l'Hôtel de la Marine : l'Hôtel de la Marine était le siège de l'Etat major de la Marine. Tant qu'y résidait l'Etat major de la Marine - dont incontestablement la place était sur la Place de la Concorde, célèbre bord de mer où les seuls bateaux que l'on voit passer, c'est les péniches ou les bateaux de touristes sur la Seine, et encore avec une bonne vue ! - personne ne se préoccupait de ce que devenait l'Hôtel de la Marine. A la minute où l'on a l'idée, est-ce bien la place des militaires d'être Place de la Concorde ? Est-ce qu'il n'y a pas mieux à faire ? Encore une fois, je ne me moque pas, je trouve cela plutôt sain et vif. Vous n'imaginez pas le nombre de coups de téléphone, de lettres enflammées que je reçois sur le sujet de l'Hôtel de la Marine, de gens, d'ailleurs, qui ne m'en avaient pas dit un mot lorsque nos amis militaires y résidaient. Je suis sûr que si l'on avait gardé l'armée française à cet endroit là, personne ne s'en serait préoccupé. Après tout, puisqu'il y a un débat, allons jusqu'au bout du débat. Je voudrais dire qu'il n'est pas question que l'Etat vende l'Hôtel de la Marine, l'aliène, il n'en est pas question. L'appel d'offres qui a été ouvert, c'est pour savoir ce que l'on met dedans. Et je pense que la meilleure façon de clore toutes les polémiques, c'est qu'avec Frédéric MITTERRAND, nous mettions en place une commission composée de gens indépendants, la semaine prochaine, pour voir qu'elle est la meilleure utilisation de l'Hôtel de la Marine.

Voilà, Mesdames et Messieurs, j'ai sans doute oublié des tas de choses, mais j'aimerais que vous compreniez une chose, c'est que tout ce que je vous ai dit là, ce matin, correspond très exactement à ce que je pense. Je mesure parfaitement les responsabilités qui sont les miennes et la spécificité de mon rôle, spécialement dans ces circonstances. Et je voudrais que cette année 2011 voit notre pays déborder de projets, d'initiatives. Que loin de donner l'image d'un pays rétracté sur lui-même, nous donnions l'image d'un pays qui s'ouvre, y compris par des polémiques, qui prenne des risques, qui ait des idées, qui finance des nouveaux projets. Peut-être que l'on va se tromper, et alors, quelle importance ! Croyez-vous vraiment que c'est tellement important quand on regarde sa vie, les moments où l'on s'est trompé. Je pense que ce qui est important, ce sont tous les moments où l'on a essayé, pas les moments où l'on a renoncé avant même d'essayer. Ce qui compte dans une vie, c'est d'avoir fait bouger les choses, d'avoir

tenté, d'avoir essayé de trouver une solution, là où il n'y en avait apparemment aucune. Et si l'on s'est trompé, vous savez ce que l'on fait, on change, on recommence, on prend d'autres initiatives. Mais je me fais une telle idée de notre pays, l'immobilisme nous est tellement étranger, la stratification, cette espèce d'archaïsme de la pensée ne nous va pas. Et lorsque l'on fait régner un trop grand immobilisme, vous savez ce qui se passe ? Le pays finit toujours par se réveiller, et il se réveille brutalement parce que la France n'est pas un pays conservateur, parce que la France n'est pas un pays immobile et quand la France se met en colère, c'est parce que trop longtemps on lui a fait penser qu'elle était immobile. C'est l'idée que je me fais de la France: le mouvement, la jeunesse d'esprit, les expériences, les expérimentations, aller au fond des choses, poser les vrais sujets. Dit là, comme cela, on est fidèle à l'âme de la France.

Mesdames et Messieurs, c'était pour moi, j'espère que vous l'avez compris, une très grande joie, d'être face à vous et de vous présenter, vraiment du fond du coeur, une année pour vous riche d'émotions, de créations. Je ne vous dirai pas de victoires et de succès, mais simplement que vous puissiez aller jusqu'au bout de vos rêves, parce que c'est la plus belle chose que l'on puisse souhaiter à ses compatriotes.

Vive la France et vive la République.